

Accord collectif

**GARANTIE DE RESSOURCES EN CAS DE MALADIE
OU D'ACCIDENT DES SALARIÉS DES EXPLOITATIONS
DE POLYCLTURE, DE VITICULTURE ET D'ÉLEVAGE,
DES ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX
ET FORESTIERS ET CUMA
(MAINE-ET-LOIRE)
(19 juin 2002)**

(Étendu par arrêté du 26 février 2003,
Journal officiel du 12 mars 2003)

AVENANT N° 1 DU 11 AVRIL 2006 (1)

À L'ACCORD COLLECTIF DE PRÉVOYANCE INTERPROFESSIONNEL RELATIF
À LA GARANTIE DE RESSOURCES DES SALARIÉS EN CAS DE MALADIE
OU D'ACCIDENT

NOR : AGRS0697088M

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ;
La fédération viticole de l'Anjou ;
La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel
agricole de Maine-et-Loire ;
La fédération des entrepreneurs des territoires de Maine-et-Loire,

D'une part, et

L'union départementale CGT de Maine-et-Loire ;
Le syndicat CFDT agro et production de l'Anjou ;
L'union départementale CGT-FO de Maine-et-Loire ;
Le syndicat des cadres d'entreprises agricoles CGC ;
Le syndicat des salariés agricoles de l'Anjou CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Article 1^{er}

L'article 1^{er} de l'accord de prévoyance du 19 juin 2002 est ainsi rédigé :

« Le présent accord concerne les salariés :

- des exploitations de polyculture, de viticulture et d'élevage ;
- des entreprises de travaux agricoles et ruraux ;
- des coopératives d'utilisation de matériel agricole,

de Maine-et-Loire. »

Article 2

Le *b* de l'article 7 est ainsi rédigé :

« Les salariés soumis à la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 sont indemnisés aux taux fixés par l'article 20 de ladite convention.

Pour ces salariés, à compter du 1^{er} juillet 2006, les taux de cotisations finançant la garantie de ressources du 4^e au 20^e jour d'arrêt de travail pour cause de maladie ou accident de la vie privée sont les suivants :

| | PART SALARIALE (en %) | PART PATRONALE (en %) | TOTAL (en %) |
|--|--------------------------|--------------------------|-----------------|
| Du 4 ^e au 10 ^e jour d'arrêt : | | | |
| Tranche A | 0,18 | 0 | 0,18 |
| Tranche B | 0,31 | 0 | 0,31 |
| Du 11 ^e au 20 ^e jour d'arrêt : | | | |
| Tranche A | 0 | 0,12 | 0,12 |
| Tranche B | 0 | 0,29 | 0,29 |

Pour les salariés susmentionnés, la gestion de la garantie de ressources est assurée par la caisse de prévoyance des cadres d'entreprises agricoles (CPCEA), 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08. »

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui est déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricole de Maine-et-Loire.

Fait à Angers, le 11 avril 2006.

(Suivent les signatures.)